

## Carlo Di Antonio aux étudiants : « Le problème, c'est la N-VA ! »

### Selon le ministre de l'Environnement, on assiste à un nivellement par le bas

**L**e ministre de l'Environnement semble bien placé pour comprendre les étudiants, puisque son fils est âgé de 15 ans. Mais il estime que si la politique climatique belge n'est pas plus ambitieuse, c'est parce que la N-VA pousse à une forme de nivellement par le bas en protégeant les entreprises. Explications.

« Le climat ? J'en ai parlé avec mon fils de 15 ans aussi en faisant du sport, hier soir, justement. J'ai insisté sur les comportements au quotidien qui ont une forte incidence et sur lesquels on peut agir directement. Les solutions existent mais elles ne sont pas toujours faciles à appliquer », estime d'emblée le ministre Carlo Di Antonio.

Les étudiants souhaitent que la Belgique s'engage à diminuer de

10% sa consommation énergétique annuelle. Est-ce réalisable ? « Si les gens parvenaient à suivre la trajectoire donnée par l'Europe ce serait déjà très bien. 10% par an c'est énorme ! C'est bien de l'affirmer mais, au quotidien, il faut diminuer de 2 degrés le chauffage dans les maisons, par exemple. Éteindre les appareils en charge, utiliser le vélo plus souvent... Est-ce qu'on est tous prêts à faire ces gestes ? Aujourd'hui, le problème se pose plus dans les ménages que dans les entreprises car, pour des raisons de rentabilité, elles sont déjà attentives à cela », pense le ministre qui confirme que ce sont les particuliers et non les entreprises qui ont le plus d'impact sur les émissions de CO<sub>2</sub>.

« 70 à 80% des émissions, c'est le transport des particuliers, on a toujours tendance à reporter la faute sur les autres. Mais il faut

qu'on soit tous prêts collectivement à assumer si on veut arriver à -10% par an. »

**« LA N-VA BLOQUE ! »**

Quant au fait de porter d'une seule voix la politique climatique belge et non via quatre ministres de l'environnement comment le demandent les étudiants (lire ci-dessous), Carlo Di Antonio semble perplexe. « Ça voudrait dire de faire marche arrière sur la régionalisation des compétences. Il faut être plus pragmatique et forcer une concertation permanente, totale, plus forte qu'aujourd'hui. Aller dire à la Flandre qu'on va reprendre sa compétence pour la remettre au fédéral, ça ne passera jamais. Nous devons tenir un message unique lorsqu'on est à l'international mais, pour le construire, il faut l'accord de différentes ré-

gions. Il y a une forme de nivellement par le bas, imposé par le parti qui a le moins d'ambitions climatiques. Le gros problème, c'est la N-VA qui bloque toute idée d'une contrainte qui serait trop forte sur les entreprises en matière de réduction d'énergie. » Enfin, en ce qui concerne l'implication des jeunes dans la politique qui trace leur avenir, le ministre avoue déjà mettre en pratique cette demande. « Contrairement à ce qu'ils peuvent penser, on prend des positions sur le long terme. On devrait peut-être plus travailler à communiquer vers les jeunes. J'organise déjà chaque année, le parlement jeunesse pour le développement durable où des jeunes viennent plusieurs jours au parlement pour développer ce type de concertation. Ils sont les bienvenus ! », conclut-il. La porte est donc bien ouverte. ●

FANNY JACQUES

### Revendications pour le climat

## Les jeunes veulent un ministre unique pour l'environnement

Alors que la mobilisation des étudiants pour le climat ne cesse de se renforcer, nous nous sommes intéressés au fond du problème et à leurs revendications.

L'un des groupes liégeois, « Youth for Climate », très impliqué dans le mouvement, a listé une série de demandes que ses membres souhaitent soumettre au gouvernement. À commencer par mettre en place des mesures urgentes pour rendre la Belgique climatiquement neutre d'ici 2050.

« Nos émissions de gaz à effet de serre doivent être réduites d'au moins 10% par an. Écoutez enfin l'avis des climatologues et collaborez avec eux pour un avenir durable », explique Léa François, l'une des jeunes Liégeoises.

L'un des points qui interpelle les étudiants, c'est surtout la multiplication des ministres en charge de l'Environnement.

En Belgique, nous en avons quatre, « mais pas de politique climatique », déplore Youth for Climate qui réclame un seul et

même représentant fédéral, apte à prendre des mesures concrètes. Les jeunes souhaitent également que l'équité sociale soit respectée. « Nous voulons que le gouvernement assume ses responsabilités et que les coûts liés au climat ne soient pas répercutés sur les citoyens ordinaires. Oui à des mesures sociales telles que la gratuité des transports en commun et des énergies renouvelables abordables. Non aux nouvelles taxes pour les citoyens ordinaires ! » Sans compter qu'ils veulent se

sentir impliqués dans les décisions prises par le pouvoir politique car cela concerne directement leur avenir. Pour ces jeunes, les frontières climatiques n'existent pas. Ils souhaitent une plus grande coopération internationale. « La Belgique doit prendre les devants et devenir un exemple pour les autres pays. Et enfin, développer une politique visant à accompagner les sociétés, multinationales dans la transition écologique. » ●

F.J.